

de ceux qui touchent des prestations saisonnières a augmenté.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

LA "PREMIUM IRON ORES"—REPRÉSENTATIONS
DU CANADA AU GOUVERNEMENT
AMÉRICAIN

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Sidney E. Smith (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, hier, l'honorable député de Port-Arthur m'a posé la question suivante:

Le ministre peut-il dire à la Chambre si l'ambassadeur du Canada aux États-Unis a, ces dernières semaines, formulé une déclaration publique ou fait quelque démarche officielle auprès du Département d'État relativement à l'attitude de son gouvernement à l'égard de la cause de la *Premium Iron Ores* en matière d'impôt?

L'ambassadeur du Canada aux États-Unis n'a pris aucune initiative pour ce qui est de l'exposé de nouvelles instances auprès du Département d'État. Cependant, monsieur l'Orateur, le 28 février, le Département d'État a demandé au gouvernement du Canada certains éclaircissements sur les observations formulées par mon collègue, le ministre du Revenu national, à la Chambre, le 1^{er} février, en réponse à une question de l'honorable député de Kenora-Rainy-River. Le gouvernement du Canada, en donnant ces éclaircissements, en a profité pour exposer les considérations sur lesquelles se fonde son attitude à cet égard.

Voici les explications données à propos des remarques formulées par mon collègue, le ministre du Revenu national: dans la réponse qu'il a fournie à la Chambre le 1^{er} février, le ministre a voulu donner à entendre que le gouvernement canadien voudrait, au moment opportun, étudier le jugement de la cour d'appel à propos des faits établis dans cette cause afin de déterminer si les termes de notre convention touchant la double imposition avaient été interprétés dans le sens que nous avions voulu leur donner au moment des négociations et, dans le cas de la négative, de déterminer s'il y aurait lieu de les reviser.

LE TRANSPORT MARITIME

INTERPELLATION TOUCHANT LE RAPPORT DE LA
COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR
LE CABOTAGE

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Monsieur l'Orateur, me serait-il permis de poser une question au premier ministre ou, étant donné son absence, au leader du gouvernement? L'un ou l'autre peut-il dire à la Chambre quand sera déposé le rapport de la Commission royale d'enquête sur le cabotage?

[L'hon. M. Starr.]

L'hon. Howard C. Green (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je me renseignerai avec plaisir au sujet de ce rapport.

LES PORTS

LA TÊTE DES LACS—INTERPELLATION PORTANT
SUR LA CRÉATION D'UNE COMMISSION
DE HAVRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hubert Badanai (Fort-William): J'aimerais poser une question au ministre des Transports. Peut-il nous dire à peu près à quel moment la Chambre sera saisie d'un projet de loi tendant à créer la commission du havre de la tête des lacs, eu égard au fait qu'avant les élections il reprochait aux municipalités d'empêcher la réalisation des améliorations portuaires envisagées?

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): L'honorable député, qui a bien écouté le discours du trône, n'ignore pas que le gouvernement entend présenter une mesure législative portant création, dès cette session-ci, d'une commission de havres à la tête des lacs. Cette mesure sera présentée à la Chambre dès que nos travaux le permettront.

LES RELATIONS FÉDÉRALES- PROVINCIALES

TERRE-NEUVE—DEMANDE AU SUJET DU RAPPORT
DE LA COMMISSION ROYALE SUR LES CHANGEMENTS
À APPORTER AUX TERMES DE L'UNION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. C. W. Carter (Burin-Burgeo): J'aimerais poser une question au ministre des Finances. Peut-il nous dire si le gouvernement a reçu le rapport de la commission royale d'enquête sur les conditions de l'union avec Terre-Neuve? Sinon, quand le gouvernement s'attend-il de recevoir ce rapport?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Le gouvernement n'a pas reçu le rapport et je n'ai reçu aucune nouvelle de la commission royale quant à la date à laquelle elle s'attend de terminer son travail et de soumettre son rapport.

LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides sous la présidence de M. Sévigny.

CRÉDITS PROVISOIRES

L'hon. M. Fleming propose:

Qu'une somme n'excédant pas \$626,292,380.09, représentant l'ensemble de

a) un sixième du montant total des crédits inscrits au budget principal des dépenses pour l'exer-